



HAL
open science

La faim et le politique. Chavisme et pénurie alimentaire

Paula Vásquez Lezama

► **To cite this version:**

Paula Vásquez Lezama. La faim et le politique. Chavisme et pénurie alimentaire. Les Temps Modernes, 2018, 697 (1), 10.3917/lm.697.0134 . halshs-01793329

HAL Id: halshs-01793329

<https://shs.hal.science/halshs-01793329>

Submitted on 16 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La faim et le politique

Chavisme et pénurie alimentaire

Entre 2004 et 2009, l'agriculteur vénézuélien Franklin Brito a mené six grèves de la faim, s'est automutilé en se coupant la phalange du petit doigt de la main gauche devant les caméras de télévision et en se cousant la bouche. Il protestait ainsi contre la confiscation arbitraire et violente de ses terres par un groupe de personnes qui auraient été envoyées par le maire, des *invasores* (envahisseurs). Il est finalement mort en août 2010, lors d'une dernière grève de la faim, après 90 jours de jeûne, dans un entrepôt de l'Hôpital militaire « Carlos Arvelo » à Caracas, où il était confiné de force, sous surveillance policière et sans droit à recevoir des visites. La propriété agricole de Brito, la ferme Iguaraya, s'étendait sur 290 hectares et le conflit avec les autorités de sa municipalité remonte à l'année 2004. Cette ferme était pour Brito la réussite d'un projet de vie forgé durant sa jeunesse autour de l'agriculture durable, projet fondé sur le respect de l'environnement et des espèces locales. Après avoir commencé à étudier la biologie à l'Université Centrale du Venezuela, il avait décidé de quitter pour partir à la campagne avec sa famille. Sans avoir fini ses études, il s'était installé comme petit producteur sur la commune de Guarataro dans l'état de Bolivar, au sud du pays. C'était en en 2000 et il avait bénéficié des premières mesures de répartition de terres mises en oeuvre au début du gouvernement d'Hugo Chávez. Sa maison était située dans le périmètre de la propriété agricole. Lui et sa famille subvenaient à leurs besoins grâce au salaire de sa femme, institutrice à l'école du village et à son salaire de professeur au lycée. La production agricole de fruits et légumes de leur propriété augmentait de manière significative, toute la famille s'investissant dans cette activité, et Iguaraya avait une belle productivité de fruits et légumes lorsque les squatteurs la détruisirent avec des troupeaux de bétail et y installèrent des barbelés, avec, très vraisemblablement, le consentement des autorités municipales.

Familier de l'agronomie et réticent à l'utilisation des pesticides, Brito avait démontré, dans un rapport, que l'usage des pesticides n'était pas nécessaire pour contrôler les champignons qui attaquent une variété particulière d'igname. De manière complètement inattendue, son rapport avait été pris au sérieux par l'organisme qui finançait le projet présenté par la mairie, la *Corporación Venezolana de Guayana* (CVG). Suite à cette prise en

compte inopinée du rapport de Brito par l'organisme financeur, le maire fut été privé des subventions de cette puissante corporation. Telle fut la raison des représailles engagées par le maire contre Brito. D'abord lui et sa femme Helena furent licenciés des établissements où ils enseignaient. Ensuite, le maire aurait fait envahir sa propriété par des agriculteurs qui attendaient les terres promises par la réforme agraire engagée par la révolution. La mairie valida l'installation de ces envahisseurs en leur octroyant des « lettres agraires » de l'Institut National des Terres, c'est-à-dire des titres provisoires qui leur permettaient d'exploiter la zone¹. Les personnes qui occupèrent ces terres s'installèrent sur la piste qui donnait accès à la route principale. Brito perdit ainsi l'accès à sa maison et à ses cultures. Ces occupants auraient bénéficié d'un soutien institutionnel et matériel important – ils étaient armés – qui leur permit d'installer très rapidement des barbelés solides, de creuser des tranchées dans le chemin conduisant à la route principale. Isolé par ces squatteurs violents, Brito perdit le fruit de son travail et ses biens matériels.

Le fondement juridique du dispositif des « lettres agraires », qualifié par le gouvernement lui-même de « provisoire », est un décret-loi promulgué par le président Hugo Chávez au début de l'année 2001, selon lequel les « familles paysannes » sont autorisées à occuper les terres dont l'Etat est propriétaire et qui sont administrées par l'Institut National de Terres (INTI). Mais les terres en question avaient déjà été attribuées à Brito et elles n'étaient pas en jachère. Il fut victime des représailles de puissantes autorités municipales liées au parti politique au pouvoir, le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), dont il mettait en danger les intérêts. Dans ce conflit personnel, le maire qui s'estimait « lésé » se serait paradoxalement servi, pour détruire Brito, sa famille et ses cultures, des instruments révolutionnaires censés favoriser la justice sociale.

Devant l'évidente complicité de la municipalité avec les envahisseurs et son impuissance à faire valoir ses droits, Brito décida alors de partir à Caracas, pour porter plainte. Il commença une sorte de pèlerinage, entre les différentes institutions publiques de la capitale, souvent accompagné de sa femme et de ses quatre enfants. Cette situation dura des

¹ Les « lettres agraires » sont un dispositif de la politique de redistribution de terres mis en place par la « révolution bolivarienne » du président Hugo Chavez à ses débuts. Cette politique a permis de redistribuer 2,9 millions d'hectares rattachés à de grandes propriétés terriennes et pour lesquels un titre de propriété n'avait pu être produit. Il fallait en effet que les propriétaires montrent aux autorités de l'Institut National de Terres les titres de propriété même s'ils dataient d'avant 1848, date de la première loi agraire de la nation. Les propriétaires incapables de produire ces titres ont été expropriés. Et quelques milliers de familles ont reçu des « lettres agraires » leur donnant le droit d'occuper et de cultiver ces terres expropriées. Cette politique répond à l'intention du gouvernement de garantir la « souveraineté alimentaire » d'un pays qui importe plus de 70% des aliments que consomme sa population. Cependant, la profonde pénurie alimentaire qui affecte le pays montre bien que cette politique n'a pas donné les résultats espérés par le gouvernement ; beaucoup de fermes qui étaient productives, ont été expropriées en raison de litiges peu clairs avec l'Institut National de Terres.

années. Pour les grèves de la faim du début de son parcours, il s'installait le plus souvent sur la Place Miranda, au centre-ville de Caracas. C'est pour la dernière grève qu'il s'installa dans les beaux quartiers de l'est de la ville, aux portes du siège de l'Organisation des Etats Américains (OEA). Ce changement de lieu s'explique par l'insécurité et la violence régnant à Caracas, l'une des villes les plus meurtrières au monde.

Lors de l'automutilation publique de son petit doigt, le 10 novembre 2005, Brito réussit à attirer l'attention du président Chávez, qui décida de lui restituer ses terres dans son allocution hebdomadaire de radio et télévision *Alo Presidente*². Il désigna Jesse Chacón – Ministre de l'Intérieur à l'époque³ – pour s'en occuper. Une commission gouvernementale se déplaça dans l'état de Bolivar par mandat du Président pour accompagner Brito et résoudre le problème sur place. Mais une fois sur les lieux du conflit, le gréviste entra en désaccord avec la procédure de la commission. Celle-ci n'avait pas l'intention de révoquer les « lettres agraires » délivrées aux envahisseurs de manière illégale mais de négocier avec eux. Or Brito ne voulait pas uniquement que les barbelés soient enlevés, il exigeait une procédure juridique qui révoque la validité de ces titres provisoires octroyés de manière arbitraire. Il voulait par ailleurs qu'on l'indemnisât pour tous les dommages produits à ses cultures, abandonnées depuis plus d'un an⁴.

Je commence par le récit du cas de Brito cette réflexion sur les causes et les effets de l'extrême pénurie alimentaire qui affecte le Venezuela depuis 2015, parce qu'à mon sens cet homme non seulement incarne – littéralement dans sa chair – l'effondrement du modèle de production et de distribution de nourriture de la « révolution bolivarienne », mais également le prédit. Ce cas liminaire, extrême, situé dans une sorte de zone grise, invisible et inaudible, dessine les contours d'une crise profonde et sans précédent de la production et de l'accès aux aliments, dans des dimensions multiples : la production agricole, les modes de consommation, les réseaux de distribution commerciaux, les habitudes alimentaires et même la relation entre la nature et la culture de la société vénézuélienne et du modèle socio-politique chaviste.

Sept ans après la mort du fermier Franklin Brito dans sa cellule de confinement à l'hôpital militaire de Caracas, le Venezuela se trouve dans une situation de quasi famine – on

² Dans ses discours télévisés quotidiens, Hugo Chávez prenait des décisions concrètes avec un impact réel sur la vie des personnes concernées. Ainsi, l'interaction médiatique entre Chávez et Brito ne sera pas analysée ici du point de vue de la sphère politico-communicationnelle mais à partir des conséquences concrètes pour la vie de ce dernier.

³ Jesse Chacón a participé au putsch manqué d'un groupe de militaires commandés par Chavez contre Carlos Andrés Pérez le 4 février 1992 contre le gouvernement de Carlos Andrés Pérez.

⁴ Humberto Marquez, « Venezuela : huelga de hambre, herencia del problema agrario ». *IPS Noticias*. <http://www.ipsnoticias.net/2010/08/venezuela-huelga-de-hambre-herencia-de-problema-agrario/> 2010, (Consulté le 31 mars 2015).

estime que les Vénézuéliens ont perdu 8 kilos de leur poids en moyenne lors des deux dernières années⁵ –, de grave pénurie alimentaire, d'improductivité agricole et de dépendance totale par rapport aux importations alimentaires. Parler de cette situation publiquement est de plus formellement interdit par les autorités vénézuéliennes, qui démentent fermement, à ce sujet, les faits les plus indéniables. C'est cette posture de déni qu'a adoptée Delcy Eloina Rodriguez dans son allocution inaugurale, après sa nomination comme présidente de l'Assemblée Constituante Communale, le 4 août 2017 : elle a répété plusieurs fois qu'« au Venezuela, il n'y a pas de famine, pas de crise humanitaire. Il n'y a que de l'amour⁶ ». La vérité est que la population la plus vulnérable – les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées – souffrent de manière brutale, dans le silence et l'invisibilité, de l'indisponibilité de la nourriture et de l'incapacité, à cause de l'hyperinflation, de l'acheter si jamais elle devient disponible. Ce manque cruel d'accès à la nourriture concerne principalement des protéines, ainsi que les aliments riches en vitamines et fibres (fruits et légumes).

Je vais d'abord ici faire une description des politiques gouvernementales et des mécanismes conçus et mis en œuvre par les gouvernements successifs de Hugo Chávez en ce qui concerne la production agricole, les importations et la distribution de nourriture. J'esquisserai une description du fondement idéologique et de la conception sous-jacente de ces politiques, qui avaient en principe pour objectif la « quête de la sécurité alimentaire et la souveraineté »⁷.

Je m'attacherai ensuite aux déviations, mécanismes de corruption, conflits d'intérêts qui ont engendré l'échec de ces politiques agroalimentaires. Et je montrerai, à partir d'exemples tirés d'un travail ethnographique réalisé dans l'état de Miranda, dans des zones de la banlieue de Caracas (Guatire et Gavilán), la dynamique informelle de la distribution alimentaire dans sa nudité ; on verra comment le fonctionnement de ces mécanismes rappelle le contrôle politique par le ventre.

⁵ La fondation Caritas a fourni des données qui rendent compte de l'urgence alimentaire : 16% de la population de l'état Zulia souffrirait de malnutrition grave et reporte qu'en 2016 certains habitants auraient perdu 14kg de leur poids en 2016 :

<http://elestimulo.com/blog/caritas-cuatro-grandes-estados-estan-a-un-paso-de-la-emergencia-alimentaria/> et <http://elestimulo.com/blog/venezolanos-rebajaron-hasta-14-kg-en-2017-por-falta-de-comida/> (consultés le 15 novembre 2017)

⁶ http://www.el-nacional.com/noticias/gobierno/delcy-rodriiguez-aqui-hay-crisis-humanitaria-hay-amor_197100 (consulté le 14 novembre 2017).

⁷ Parker, Dick (2008) « Chávez y la búsqueda de una seguridad y una soberanía alimentarias ». *Revista venezolana de economía y ciencias sociales*. Vol 14, n° 3, pp. 121-143.

Pour conclure, je reviendrai sur certains éléments de l'affaire Brito, pour élucider les mécanismes de l'injustice alimentaire qui ont conduit à la situation dramatique que connaît le Venezuela en 2017.

Le projet de la “souveraineté alimentaire” : avatars et détournements

Le traitement médiatique donné à la rareté des produits de consommation de base qui sévit au Venezuela depuis le début de la décennie de 2010 était presque anecdotique avant 2016. « La crise du papier toilette » était peut-être le premier signe d'alarme des médias français concernant la pénurie qui touche le Venezuela⁸. Cela a été traité comme un problème conjoncturel, et même comme une curiosité, comme une drôlerie presque. Mais ce n'était que la pointe émergée de l'iceberg. Rarement ces reportages ont fait référence à l'origine même de la pénurie de beaucoup de produits, en l'occurrence aux mécanismes et dispositifs politico-institutionnels régissant l'importation de denrées, de marchandises ou des éléments nécessaires pour leur fabrication dans le pays. Il s'agit de mécanismes d'importation très opaques, conçus avec une grande expertise afin de générer un maximum de bénéfices pour certaines organisations étatiques et paraétatiques.

Les politiques mises en œuvre entre 1999 et 2013 concernant l'approvisionnement de produits alimentaires de base avaient originellement pour objectif de faciliter l'accès à la nourriture des secteurs les plus pauvres de la population. La mise en place des « Missions » avait bien prévu la distribution de nourriture à bas prix, la création d'un réseau de supermarchés de l'Etat, les Mercal, qui vendaient de la nourriture à un tarif subsidié. Entre 2003 et 2005, le réseau des établissements Mercal a connu une croissance vertigineuse, jusqu'à compter environ 13 806 points de vente dans tout le territoire national⁹.

Hugo Chávez a également développé une politique draconienne de contrôle de prix – l'écart entre les prix « régulés » et les prix « libres » se creuse et explique, dans une grande mesure, les gigantesques files d'attente qu'on voit devant les magasins lorsque des articles « à prix régulé » deviennent disponibles à la vente. Cependant, au lieu de faciliter l'accès aux aliments et aux produits basiques, ces mesures ont fini par fortement le réduire, surtout dans les milieux populaires. Pendant les dernières années de la vie de Chavez, les pénuries sont devenues courantes mais encore très ponctuelles. L'apparition d'un certain produit dans les étagères cachait la **disparition** d'un autre et ainsi de suite. La spéculation **dans les prix des**

⁸ http://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/au-venezuela-que-revele-la-penurie-de-papier-toilette_329626.html (consulté le 9 septembre 2017)

⁹ D'Elia, Yolanda, dir. (2006) *Las misiones sociales en Venezuela: una aproximación a su comprensión y análisis*. ILDIS, Caracas.

produits et l'accaparement des stocks par les commerçants pour attendre des prix plus élevés apparut, certes, mais la cause du phénomène était beaucoup plus profonde. Avec Nicolas Maduro, la rareté de nourriture devient chronique et d'une certaine manière normalisée, ce qui introduit des changements d'habitudes alimentaires et le passage de trois repas par jour à deux, voire un, comme j'ai pu le voir pendant l'été 2017 à Guatire, à l'est de Caracas (j'y reviens ci-dessous).

Lors de leur mise en place, l'établissement du réseau des supermarchés Mercal a été vu, vécu et analysé comme une bonne chose. Au début des années 2000 et jusqu'à 2007, les Mercal ont eu beaucoup de succès. Avec plus de 16 000 établissements en 2007 et des produits aux prix largement inférieurs à ceux des supermarchés privés (entre 27% et 39% moins chers), ils garantissaient un accès relatif à la nourriture – relatif, car les protéines, comme le lait, les légumes secs et les sardines ainsi que les fruits et légumes étaient rarement disponibles ; étaient disponibles des produits comme l'huile, de la farine de maïs, les légumes secs et le riz. L'accès aux viandes et aux protéines a été toujours limité et difficile, même dans les Mercal. J'ai pu observer l'énorme affluence dans ces établissements lorsque coïncidait un « jour de quinzaine » –les salariés vénézuéliens sont payés les 15 et les 30 du mois – et l'arrivée de poulet, par exemple.

Mercal est un réseau d'établissements de vente de produits alimentaires d'une grande ampleur ; sa conception même impliquait à grande échelle la distribution de toutes sortes de denrées alimentaires subventionnées. Or, l'infrastructure de ces établissements était précaire, comme si c'étaient des locaux provisoires : sans capacité de stockage et de réfrigération ; les clients font la queue dès que l'information de l'arrivée des denrées se répand dans les quartiers. Les institutions étatiques interviennent activement dans toute la chaîne de production et de distribution et les vendeurs sont des fonctionnaires employés avec des contrats temporaires, de courte durée. Rien n'est stable ni conçu pour durer dans ces locaux. Ils peuvent d'ailleurs fermer du jour au lendemain.

Cette distribution de nourriture sur le mode de l'urgence comporte deux dimensions : d'une part, elle a répondu à une conjoncture politique très particulière où il fallait à tout prix affronter un mécontentement croissant ; d'autre part, elle manifeste une façon très militariste de répondre aux problèmes sociaux¹⁰. C'est après le coup d'Etat manqué contre Chavez en avril 2002, après la grève nationale et la grève de l'industrie pétrolière en 2003, que le

¹⁰ C'est dans le cadre d'un programme spécial militaire nommé *Plan Bolívar 2000* (PB 2000) que des programmes sociaux, dont la distribution de nourriture, a commencé à se faire, au début des années 2000. En 2007, le général Victor Cruz Weffer, en charge de ce programme a été dénoncé pour avoir détourné des milliards de dollars. Son nom figure dans la liste des *Panama Papers*.

gouvernement a saisi l'importance de la distribution de nourriture et a commencé à créer des magasins dans toutes les municipalités du pays pour distribuer de la nourriture aux plus démunis. L'enthousiasme pour le projet révolutionnaire avait baissé et il fallait répondre aux besoins de la population qui avait cru dans le Président **et menaçait de se désaffecter**. Puis, en 2003, commence le « miracle » : le prix du baril du pétrole a commencé à monter. Chávez a profité de l'opportunité et a utilisé la manne pour redistribuer une part significative de cette richesse à la majorité pauvre, par le biais de transferts et de programmes sociaux. Le contrôle de la compagnie nationale du pétrole, *Petróleos de Venezuela* (PDVSA), qu'il a obtenu après la grève de 2003, a été crucial: il lui a permis d'augmenter considérablement ses dépenses en dehors du budget ordinaire, sans aucune négociation politique. Grâce à cette marge de manœuvre sans contre-pouvoir, il a augmenté sa popularité de manière exponentielle en un an et a remporté de façon décisive le référendum révocatoire d'août 2004. Il a ensuite été réélu en 2006. En revanche, lorsque le prix du pétrole s'est mis à baisser, en 2008-2009, la popularité de Chávez a diminué de près de 20% et son parti a perdu le vote populaire lors des élections législatives de 2010.

De la diplomatie pétrolière à l'alimentaire

En 2004, et en moins d'un an, plus de 40% de la nourriture au Venezuela ont été distribués dans cette nouvelle chaîne entièrement contrôlée par le gouvernement¹¹. En 2004, plus de 9,3 millions de personnes ont acheté de la nourriture dans ces magasins, qu'on peut qualifier comme du discount de nourriture géré par l'Etat. Par conséquent, les entreprises privées et surtout les coopératives sont devenues totalement dépendantes de l'État pour distribuer leurs produits; certaines entreprises ont même commencé à fabriquer des marques privées pour Mercal avec des étiquettes célébrant les réalisations sociales du gouvernement. Le programme s'est rapidement classé parmi les programmes gouvernementaux les plus populaires et s'est également révélé un outil très puissant pour exercer une influence politique sur le secteur privé.

C'est à partir de 2007 que la pénurie commence dans les Mercal. De considérables sommes d'argent avaient été accordées en 2006 à des plans pour la fourniture et l'approvisionnement des produits composant le panier de base, ainsi que pour la production

¹¹ Penfold Becerra, Michael (2007). Clientelism and social Funds : Evidence from Chavez's Misiones. *Latin America Politics and Society*. Vol 49, n°4 : 63-84.

de produits alimentaires et agroalimentaires de première nécessité¹². Mais les fonds ont été détournés, ces sociétés d'approvisionnement agricole ont échoué et se trouvent aujourd'hui en faillite. Cela explique en partie la brutale situation de 2017, où le pays est en proie au plus grand chaos alimentaire qu'aït connu l'Amérique latine.

Dans cette description et cette critique des politiques agroalimentaires du chavisme, il n'y aucune idéalisation du passé, de l'avant Chávez. Le secteur agroalimentaire vénézuélien avait, avant l'arrivée de Hugo Chávez en 1997, des caractéristiques très particulières et différentes de celles des autres pays d'Amérique latine. Parce qu'il s'agit d'un pays pétrolier et urbain, la production agricole a été industrialisée très tôt. La migration de la population rurale vers les villes a fait des ravages dans les campagnes vénézuéliennes. Corrélativement, les modes de consommation alimentaire ont changé, ils sont devenus ceux d'une société urbaine, avec une prédominance des produits transformés provenant de l'industrie agro-alimentaire. Cette situation était fortement problématique dans la mesure où la population urbaine à faible revenu consommait des produits transformés industrialisés de faible valeur nutritionnelle (farine de maïs pour faire des *arepas*, pâtes, conserves, café, sucre et sodas) au détriment des produits moins transformés et d'une plus grande qualité nutritionnelle (œufs, fruits et légumes, céréales et légumes secs).

Les critiques à l'égard de ce mode de production qui a conduit la consommation à une forte dépendance vis-à-vis de l'agro-industrie importatrice ne sont pas nouvelles. Ce constat était partagé par les experts et par les institutions concernées par la santé nutritionnelle des milieux populaires vénézuéliens. Quand je travaillais au bureau de l'Unicef à Caracas, en tant que chef de projets, au milieu des années 1990, je collaborais activement avec l'Institut National de Nutrition (INN). Cette institution avait développé depuis 1960 un réseau de cantines populaires proposant des menus équilibrés et avait conçu des menus adaptés aux besoins caloriques et protéiques de la population la plus démunie, tout en promouvant la consommation de produits locaux, en particulier en ce qui concerne les fruits et légumes. Je me souviens des préoccupations des nutritionnistes avec lesquels je travaillais, dans cet institut public, à des programmes tentant de remédier à la malnutrition infantile, je me souviens de leurs critiques solides et fondées à l'égard du modèle de production et de distribution agroindustrielle dominant à l'époque. Ce modèle avait conduit à une forte dépendance à l'égard de produits industriels à faible valeur nutritionnelle. Le panier alimentaire auquel avaient accès les Vénézuéliens pauvres, en particulier les urbains, avant

¹² La création de programme exceptionnel d'approvisionnement en 2006 a été officialisé en mai de cette année-là: <http://virtual.urbe.edu/gacetas/38437.pdf> (consulté le 17 mars 2017).

Chávez, n'était certes pas idéal. Mais une vingtaine d'années après le début de la révolution bolivarienne, la situation est bien pire : les Vénézuéliens frôlent la famine.

C'est pourquoi l'acharnement contre Franklin Brito et l'absence totale de sensibilité des autorités vis-à-vis de cet agriculteur qui avait réussi une ferme productive, conçue selon des principes de développement durable, et qui avait lui-même été bénéficiaire de la réforme agraire mise en place par Chavez, me semble très significative de la profonde incurie et de l'obscurantisme de ceux qui se sont emparés de cette réforme censée améliorer les choses. Le cas de Brito est un prisme unique et le documenter m'a conduit à comprendre, à une micro échelle, les côtés les plus sombres de la relation qui s'est établie entre l'Etat et les citoyens concernant la production et l'accès à la nourriture dans le contexte de la « révolution bolivarienne ».

Lorsqu'il gagne les élections présidentielles en décembre 1997, les conditions d'exercice du pouvoir, pour Chávez, étaient exceptionnellement favorables. Cependant, le Président voulait encore plus de pouvoir et en novembre 2001, la nouvelle Assemblée nationale, instaurée après la Constituante de 1999 qui a refondé la nation, autorisait le président Chavez à gouverner par décrets pour un an. Dans le cadre des pouvoirs spéciaux accordés par cette loi d'habilitation, 49 décret-loi furent promulgués ; ils concernaient la distribution et la possession des terres, les opérations bancaires, la liberté de la presse, la propriété privée et le régime d'exploitation pétrolière. Avec la loi foncière, qui n'a jamais été soumise à un débat public ou parlementaire, les premiers pas dans une tentative de réforme agraire, en priorité la propriété collective, ont été faits à la discrétion de l'Institut national des terres, l'INTI (anciennement l'Institut Agraire National, le IAN). Cette loi marquera le début d'une série d'expropriations de la propriété agricole, sous prétexte de mener une réforme agraire et d'atteindre ainsi la «souveraineté alimentaire». Mais de nombreuses embûches ont surgi lors de la réalisation du projet.

Etant donné les caractéristiques structurelles de son économie – pays pétrolier dépendant d'une rente issue de l'importation des hydrocarbures dans les marchés mondiaux – le Venezuela est un pays importateur. Des modèles socio-politiques qui ont essayé de réinvestir la rente dans l'économie non-pétrolière, des politiques dites de diversification de l'économie de la période ont été mises en œuvre entre 1958 et 1998, qui étaient certes fort critiquables. Mais, en 2017-2018, ce pays importateur, absolument dépendant d'une industrie pétrolière en faillite, ne règle pas ses engagements avec les fournisseurs étrangers et soumet sa population à un régime de pénurie unique en Amérique latine ; cet Etat devenu une entreprise importatrice, très souvent, ne règle pas les commandes qu'il passe aux fournisseurs

étrangers ou laisse pourrir dans les ports, dans des containers en souffrance, des tonnes de nourriture importées.

Lors de mes enquêtes de terrain en 2005, j'avais déjà vu des signes avant-coureurs préoccupants : des containers fantômes avec de la nourriture importée ne cessaient de proliférer aux alentours des ports vénézuéliens¹³. 3 257 containers remplis d'aliments en mauvais état, soit 122 millions de kilogrammes de viande, poulet, lait et légumes secs pourris ont été retrouvés. Seulement 14% des aliments achetés par les entreprises importatrices de l'Etat ont été distribués entre 2009 et 2010 alors que des sommes colossales continuaient d'être octroyées aux programmes de distribution alimentaire. Cette politique importatrice a été créée pour générer d'énormes marges de bénéfice à ceux qui contrôlent l'accès aux devises et a fragilisé l'accès à la nourriture d'importation. Et, comme le montre bien le cas du fermier Franklin Brito, si à cela on ajoute la politique d'expropriations, d'invasions et de représailles à l'égard des agriculteurs et de propriétaires de terres agricoles, souvent productives, sans mettre place un autre modèle efficace de production, la situation dégénère forcément en pénurie.

Entre 2005 et 2008, la compagnie nationale de pétrole vénézuélienne (PDVSA) a créée des filiales pour importer de la nourriture depuis divers pays d'Amérique latine, où les gouvernements avaient des partenariats commerciaux avec le Venezuela (l'Argentine, l'Uruguay). Ces entreprises (PDVAL, Bariven, parmi d'autres) ont mis en place des mécanismes de corruption extrêmement lucratifs, en bénéficiant des devises octroyés par la Banque Centrale avec un taux très favorable, pour importer des denrées avec surpris voire en mauvais état et souvent même inexistantes. Ces mécanismes de corruption se sont perpétués en toute impunité et au détriment de la sécurité alimentaire de la population vénézuélienne.

Ainsi, depuis 2013, année de la mort de Chavez, le contrôle total des importations et des devises nécessaires à l'importation a généré le système bureaucratique le plus corrompu de l'histoire du pays. En 15 ans, 35 taux de change différents ont conduit à la création de mécanismes frauduleux pour générer de l'argent en jouant avec les taux, offrant des marges énormes au secteur social « bolibourgeois », c'est-à-dire, à ceux qui ont accès aux devises octroyés par les mécanismes de la Banque Centrale vénézuélienne.

Le fait d'avoir utilisé PDVSA pour financer directement les programmes sociaux et les réseaux de distribution de nourriture, les PDVAL et les PDValitos (acronyme de « pétroles du

¹³ La presse vénézuélienne a beaucoup dénoncé ces cas, voire parmi d'autres : (<http://elestimulo.com/blog/7-anos-de-pdval-a-pudreval-y-nadie-presos/>) (consulté le 16 novembre 2017).

Venezuela et « alimentation ») constitue une preuve de plus d'une mauvaise gestion, nuisible tant pour la production de pétrole que pour la distribution de nourriture. PDVSA a été déclaré en cessation de paiements en novembre 2017¹⁴. L'objectif du gouvernement en 2005 était de produire 3 millions de barils par jour et en 2017 elle produit à peine 1 million. Cette chute a une incidence dans toute l'économie du pays car les dépenses de l'Etat avaient été calculées en fonction de la planification de la production. Une partie de l'endettement était destinée à l'achat de denrées alimentaires que PDVSA distribuait, au salaire des employés et également au financement système du contrôle de changes de devises. L'échec de cette politique a des conséquences ravageuses pour la population qui en dépendait.

Les trocs et les échanges commerciaux conçus par les gouvernements successifs d'Hugo Chávez avec les pays de l'ALBA (Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América, accord commercial entre certains pays de l'Amérique latine, conçu et mis en œuvre par Hugo Chavez) se sont avérés extrêmement dommageables pour l'économie nationale. Dans les marchés populaires que j'ai visités depuis 1999, j'ai pu voir comment les produits fabriqués au Venezuela ont disparu. L'économie nationale avait atteint (dans le passé, avant Chavez, depuis quand?) une certaine autosuffisance dans la production de produits laitiers, de viande et de volaille. Or, lors de mes visites aux établissements destinés à l'approvisionnement des milieux populaires, j'ai pu voir dans les étagères des marchés des haricots noirs provenant du Nicaragua, du lait en poudre de l'Uruguay, des poulets congelés du Brésil. Tous ces produits sont achetés à l'étranger avec surprix par les différentes entreprises étatiques et leurs sous-traitants, devenus de monopolisateurs du marché alimentaire du pays. La « révolution bolivarienne » a paradoxalement échoué à assurer la « souveraineté alimentaire » alors qu'auparavant, il y a une vingtaine d'années, le pays était exportateur de riz, de fruits et du poulet, notamment vers les Antilles françaises.

Composer avec la revente pour pallier la pénurie

Le gouvernement de Nicolás Maduro a mis en place une carte d'alimentation à la cubaine, le « carnet de la patrie ». Cette carte est exigée par les institutions, en particulier par les conseils communaux, et par les réseaux de commercialisation étatiques. L'objectif du « carnet de la patrie » est de rationner les aliments pour assurer à chaque citoyen vénézuélien le minimum vital. Avec cette carte, on peut acheter des CLAPS, des cartons de nourriture à

¹⁴ <https://www.ft.com/content/3be4f10b-d639-3356-bd47-90b8031635d9> (consulté le 16 novembre 2017)

prix subventionnés¹⁵. Rosa Andreina, de Guatire, m'expliquait, lors d'un entretien que j'ai eu avec elle en juin 2017, comment elle se débrouillait pour manger. Elle a 30 ans et 4 enfants en bas âge. Elle travaille dans un pressing industriel. Elle gagne 13 000 bolivars par jour (20 centimes d'euros environ avec l'hyperinflation). A ce moment-là, c'était le prix d'un kilo de riz. Comme elle était payée chaque jour et en espèces, elle sortait du travail à 16 heures pour aller acheter le kilo de riz et préparait un demi kilo pour le soir et un demi pour le matin. Elle était embarrassée lorsque je lui ai demandé si elle pouvait trouver un peu de protéines (œuf, poulet, sardines ou même des légumes secs comme les haricots noirs). Elle m'a répondu qu'il lui faudrait manquer un jour au travail pour aller se les procurer dans les marchés, car les files d'attente sont très longues lors de l'arrivée de produits à prix « régulés ». Rosa Andreina avait une posture très hésitante vis-à-vis du « carnet de la patrie » et de la possibilité d'obtenir par ce biais un carton de nourriture CLAP. Elle qualifiait de très médiocre la qualité de farine de maïs et que faire des *arepas* avec cette farine était impossible. Elle n'a pas tort. En effet, la farine achetée ces derniers temps par le gouvernement vénézuélien vient de Mexique et elle sert à préparer des *tortillas* mexicaines, pas des *arepas* vénézuéliennes. Il y a une grande variété de farines de maïs précuites en Amérique latine, chacune étant adaptée à la recette à base de maïs du pays.

Comme les programmes précédents, l'achat des produits des cartons CLAP aurait été la source d'une énorme **corruption**. Selon le parlement dominé par l'opposition et annulé par la Constituante en septembre 2017, le gouvernement vénézuélien aurait perdu quelque 206 millions de dollars en payant des primes pour les importations de produits alimentaires en provenance du Mexique par le biais d'intermédiaires. Selon les portes paroles de cette assemblée aujourd'hui dissoute, les cartons ont été payés à 42 dollars quant en réalité ils coûtent 13 dollars¹⁶.

Le *leitmotiv* du chavisme pour mettre fin à la pauvreté s'est résumé à des mécanismes politiques de redistribution du revenu pétrolier, qui assimile la fin de la pauvreté à la possibilité de consommer. Ce qui était censé être une alternative au capitalisme s'est avéré être une machine clientéliste pour la redistribution de ressources rares, c'est-à-dire

¹⁵ L'acronyme CLAP signifie "comités locaux d'alimentation et production". Or, il n'y pas de production locale dans la composition de ces cartons. Même si la composition des cartons est très variable, il s'agit majoritairement de produits importés, surtout de la farine de maïs et de l'huile. Le gouvernement de Maduro promeut l'utilisation de cette carte pour le paiement des cartons CLAP <http://vtv.gob.ve/con-el-carnet-de-la-patria-se-podran-realizar-pagos-de-los-clap/> (consulté le 17 novembre 2017).

¹⁶ <https://lta.reuters.com/article/topNews/idLTAKBN1962XG-OUHLT> (consulté le 18 novembre 2017). La presse mexicaine a largement relayé ce scandale des "kits d'aliments mexicains vendus à surpris au gouvernement de Maduro": <http://www.excelsior.com.mx/nacional/2017/08/01/1178934>

aujourd'hui, les cartons de nourriture CLAP qui ne peuvent être obtenus qu'à travers le « carnet de la patrie ».

Le *bachaqueo*, la revente illégale de produits, qui selon ce que j'ai pu voir en juillet 2017, a été considérablement réduite et a été reconfigurée dans la revente par dose, par « petites gorgées » (*teticas*, petites tétées) de lait en poudre, café ou huile ; cela a introduit des changements qui fragilisent encore l'accès à la nourriture de qualité. Les revendeurs mettent dans des petits sacs en plastique des toutes petites quantités accessibles aux consommateurs appauvris et en même désespérés. Sans aucune traçabilité, sans certitude sur la composition de ces sacs, la revente des *teticas* se fait à côté même des distributeurs des CLAP.

Haydée, à Punto Fijo, dans l'état de Falcón, me décrivait ainsi en octobre 2017 la situation de sa famille qui habite dans un village vers la côte de la péninsule de Paraguana. Ces villages souffrent de coupures d'électricité, de manque d'eau potable, de pénurie d'argent en espèces et leurs habitants souffrent non seulement de faim mais également de la soif :

« Ils sont dans le village (à Pueblo Nuevo, état de Falcon) dans une situation beaucoup plus dure qu'ici à Punto Fijo. Je les ai aidés avec de l'eau mais ils ont passé une journée entière sans boire d'eau parce que leurs réservoirs sont finis et ils ne peuvent pas acheter de l'eau potable et ça me désespère, de ne pas pouvoir les aider beaucoup plus. Ici, à la maison, nous avons aussi de la difficulté à obtenir de l'eau. Pour leur amener de l'eau à Pueblo Nuevo j'ai acheté très cher un sac de glace pour le faire fondre... il faut comprendre qu'ils n'ont pas d'eau ni de l'électricité »

Dans ce contexte extrême, les Vénézuéliens doivent prendre en permanence des décisions impliquant la vie ou la mort. Les longues files d'attente pour acquérir des produits, la fouille des poubelles, ont introduit [des changements dans l'utilisation même des produits alimentaires, pour la préparation des repas](#) et des biens ainsi que dans les façons d'acheter, de chercher à acheter. [J'ai pu voir que dans les milieux populaires, on organise les courses et les horaires pour préparer deux repas par jour.](#)

Dans ce laboratoire d'incertitude sociale, politique et humaine qu'est devenu le Venezuela, ma seule conclusion possible après ce bref coup d'œil à la question alimentaire, c'est que, d'une part, dans le régime chaviste, « le peuple » s'est politiquement construit à partir de la promesse d'un accès à la consommation et non à la citoyenneté. La promesse chaviste ne relève pas de l'accès aux droits, ni au travail, elle fait miroiter la possibilité de consommer et, dans les faits, de le faire d'une certaine manière, [aujourd'hui singulièrement indigente](#) ; et que, d'autre part, le revenu du pétrole, dont la représentation, même illusoire, se traduit par des biens, des services et des richesses, crée une relation de dépendance. [Dans](#)

cette relation le corps physique du citoyen - besoins, douleur, maladie - la notion de la justice, est assimilée à celle de richesse voire de la possibilité d'acheter pas cher. La justicia social prometida por la revolucion bolivariana quedo reducida a la posibilidad de comprar a precio regulado. Là je ne comprends pas ta phrase, écris-la moi en espagnol. Dans cette relation, ce sont les intermédiaires qui ont la possibilité de s'enrichir en faisant des deals avec l'Etat. Tout cela résume l'échec du projet de modernité vénézuélien et l'impuissance du chavisme à proposer une autre perspective. Ceux qui tentent de se donner un avenir différent peuvent le payer très cher, comme Franklin Brito.